INFORMATIONS OUVRIÈRES
nouvelle série
N° 137 (2531)
Semaine du
24 février au 2 mars 2011
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6517
abonnés reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Tunisie, Egypte et maintenant Bahreïn, Yémen, Libye…

Révolution ou replâtrage "démocratique" des régimes ?

Les peuples ne veulent pas aménager les régimes en place, aux ordres de l'impérialisme, ils veulent les chasser. Pages 2 à 5

Manifestation à Benghazi, seconde ville de Libye.

France : enseignants et parents se mobilisent dans tout le pays

Ils refusent les 16 000 suppressions de postes, les contre-réformes et le démantèlement de toute l'institution scolaire qui en résulte. Pages 6 et 7

Vie du parti
En campagne pour les cantonales
Echos des comités du POI dans l'Hérault, les Bouches-du-Rhône, l'Eure, les Landes la Haute-Garonne, et la Meurthe-et-Moselle.
Pages 8 et 9

Sécurité sociale
Les agents gagnent le maintien de leur 14e mois
Le recul imposé aux employeurs est un point d'appui pour défendre la convention collective nationale et l'unité de la Sécurité sociale.
Page 10

International
Pas d'ingérence de l'Union européenne en Tunisie et en Egypte !
Une campagne lancée par le comité de liaison de la conférence ouvrière de Berlin, réuni à Paris, le 20 février.
Page 13

Histoire
Les origines troubles du "nationalisme" breton
Un entretien avec Françoise Morvan, auteur de *Miliciens contre maquisards.*
Page 15

La lutte des peuples contre

Lorsque Sarkozy saluait Kadhafi à Tripoli, en octobre 2005, lors d'une visite officielle en Libye.

Photo AFP

Une nouvelle situation s'ouvre

Le roi Abdallah a interrompu son repos au Maroc pour rentrer en Arabie Saoudite. C'est que la situation est préoccupante pour ce pilier de l'ordre américain. Au Yémen et au Barheïn, sans même parler de ce qui se passe en Egypte, en Libye, en Tunisie et au Maroc, les peuples veulent faire tomber ces régimes pro-impérialistes. Loin d'être une particularité « orientale », les processus révolutionnaires au Moyen-Orient ne font qu'exprimer une question qui est mondiale : celle des peuples qui ne veulent plus vivre sous le talon de fer de l'exploitation et de l'oppression face à des régimes qui ne peuvent plus continuer comme avant. Il ne s'agit pas d'une « révolution arabe », mais d'une mobilisation de peuples qui, malgré la répression et la violence, déstabilise « l'ordre » américain. Dans tous ces pays, on voit les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, faire prévaloir leurs exigences et leurs revendications. En novembre 2010, s'est tenue à Alger une conférence mondiale sous l'égide de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et coorganisée par le PT et l'UGTA, qui a adopté une déclaration, dans laquelle on peut lire : *« Partout se dresse la résistance des peuples, de la jeunesse et des travailleurs qui cherchent à se ressaisir de leurs organisations pour lutter, résister, reconquérir (…). Nous reprenons à notre compte le mot d'ordre lancé le 4 janvier 1991 à Barcelone :* "Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples ! A bas la guerre ! A bas l'exploitation !"»

Lucien Gauthier

Libye
L'ami "respectable" des Américains et de l'Union européenne

Depuis une dizaine d'années, le régime de Kadhafi fait un retour spectaculaire dans le giron de l'impérialisme américain et de l'Union européenne. Dans quel but ? Pour privatiser l'économie et encaisser le pactole des exportations pétrolières (15 à 20 milliards de dollars par an), il lui fallait rouvrir le pays aux investisseurs étrangers et, pour cela, obtenir son retrait de la liste rouge américaine des pays qui soutiennent les terroristes. Aujourd'hui, servies par un régime de dictature personnelle et clanique qui s'appuie sur une coalition militaro-tribale, les compagnies américaines et européennes ont réinvesti les champs pétrolifères libyens à une vitesse spectaculaire.

Après les attentats du 11 septembre, le régime de Kadhafi collabore avec la coalition américaine en échange de son retrait de la liste américaine des pays qui soutiennent les terroristes.

En juin 2003, Kadhafi annonce sa volonté de privatiser les entreprises qu'il avait lui-même nationalisées en 1969, notamment celles qui gèrent le pétrole. Suite aux négociations secrètes avec Washington et Londres, Kadhafi annonce qu'il renonce à son programme d'armes de destruction massive. Les relations diplomatiques rompues depuis vingt-quatre ans sont rétablies avec les Etats-Unis. Officiels et parlementaires américains se succèdent en Libye. Plusieurs sociétés américaines remportent des contrats de prospection et de production d'hydrocarbures en Libye. Les dirigeants européens, qui ont aussi levé les sanctions à l'encontre de la Libye, font tous le voyage de Tripoli : Schröder, Berlusconi, Blair… Après la visite de ce dernier, Royal Dutch-Shell annonce la signature d'un contrat pour la prospection de gaz naturel au large des côtes libyennes.

En 2004, pour raffermir sa « respectabilité », le régime Kadhafi signe des accords avec les Etats-Unis, la France et l'Allemagne pour dédommager les victimes des attentats (du DC-10 d'UTA en 1989, de la discothèque berlinoise « La Belle » en 1986, de Lockerbie en Ecosse en 1988). Kadhafi se prononce pour la création d'un Targuistan (targui : touareg) rassemblant toutes les populations touaregs dans un seul cadre, c'est-à-dire en explosant tous les pays de la région Sahara et Sahel, dont l'Algérie. Il s'agit là de la contribution à l'initiative américaine d'un « Grand Moyen-Orient » visant à dépecer tous les Etats de la région.

En 2006, Washington retire la Libye de la liste des Etats soutenant le terrorisme. Les deux Etats échangent des ambassadeurs.

En 2007, l'amitié se resserre. Mootassem Billah Kadhafi, un des fils de Kadhafi, élevé au rang de colonel par Hosni Moubarak en personne, est nommé à la tête du Conseil de sécurité nationale. L'une de ses attributions est la lutte antiterroriste. Un cabinet de lobbying américain, Monitor Group, est chargé de la mise en place du Conseil de sécurité nationale.

En janvier 2008, le ministre des Affaires étrangères de Kadhafi signe à Washington, au siège du Département d'Etat, un accord de coopération scientifique et technologique qui doit permettre l'arrivée de grands groupes américains, outre les géants pétroliers, sur le marché libyen.

Dans la foulée, plusieurs pays européens comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et la France ont renoué des liens officiels avec Tripoli, en profitant généralement pour signer de juteux contrats commerciaux. Cette même année, la Libye achète des gilets pare-balles à l'Etat d'Israël.

En janvier 2008, la Libye est élue à l'un des sièges non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Pour son premier mois, elle en assumera même la présidence tournante. Elle occupera le siège en 2008 et 2009. Sarkozy reçoit Kadhafi à Paris, cinq mois après la libération des infirmières bulgares détenues en Libye. Il déclare qu'il faut *« encourager la marche de la Libye vers la respectabilité »*.

En avril 2009, Mootassem Kadhafi, le fils de Kadhafi, chef du Conseil de sécurité nationale, est reçu par Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, puis par le conseiller à la Sécurité nationale de Barack Obama.

Le 15 avril 2010, dans un discours prononcé près de Syrte, sa ville natale, en mémoire des bombardements américains sur Tripoli et Benghazi en 1986, Kadhafi appelle à soutenir la politique d'Obama. ■

La situation en Libye

Au moment où nous écrivons, le régime Kadhafi s'est lancé dans une violence sans commune mesure contre la population : snipers, mercenaires, tirs d'obus sur les foules, bombardements par avion. En même temps, la crise du régime s'est ouverte, des généraux se sont démarqués, des chefs de tribu appellent au départ du « Guide suprême », de nombreuses villes ne sont plus sous contrôle du régime. Kadhafi va-t-il tomber ? Dans un premier temps, les Etats-Unis et l'Union européenne l'ont appelé à plus de *« retenue »*.
Comme si moins de cinq cents morts peut être acceptable. Maintenant, les Etats-Unis cherchent la solution pour préserver le régime, de la même manière qu'il l'ont fait en Egypte. La presse parle de la manne pétrolière pour justifier le silence des grandes puissances pendant des années. Ce n'est pas seulement cela. Kadhafi, depuis 2001 (11 septembre) et la guerre d'Irak en 2003, s'est totalement subordonné à l'administration américaine, dont il est devenu l'un des piliers.

les régimes en place

Egypte
Malgré l'appel de l'appareil militaire, les grèves se développent

Samy Hayon

La veille du jour où Moubarak démissionnait, le quotidien officiel *Al Ahram* titrait : *« Les travailleurs égyptiens rejoignent la révolution. »*
Depuis trois jours, des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières s'étaient mis en grève dans l'industrie pétrolière, les arsenaux, l'autorité du canal de Suez, les transports, le textile, le ciment, la métallurgie, les hôpitaux, les universités, les télécommunications, etc. Ils demandaient des augmentations de salaires, un salaire minimum à 1 200 livres égyptiennes (150 euros), la fin des disparités salariales et de meilleures conditions de travail.
A peine au pouvoir, les généraux décidaient, le 12 février, d'interdire les activités syndicales et appelaient à la reprise du travail.
En dépit des mises en garde de l'armée, mercredi 16 février, des grèves et des sit-in touchaient de très nombreux secteurs. Des centaines d'employés de l'aéroport du Caire ont manifesté à l'intérieur du terminal pour de meilleurs salaires et une couverture santé. A Ismaïlia, sur le canal de Suez, des employés des services publics de l'irrigation, l'éducation et la santé ont manifesté devant le gouvernorat pour de meilleurs salaires.
Dans les banques, les grèves furent si massives que la Banque centrale d'Egypte a décidé unilatéralement de fermer toutes les banques du pays pendant une semaine. Dimanche 20 février, elles ont rouvert, mais les employés ont fait savoir qu'ils maintenaient leurs revendications, parmi lesquelles la fin du népotisme et de la corruption. A ce jour, les salariés de la banque Misr, rejetant la proposition de la Banque centrale pour qu'ils soient représentés par leurs directeurs, ont désigné leurs propres délégués pour négocier. Les salariés de la Banque nationale d'Egypte sont en train d'en faire autant.
Dans l'usine minière Abu Hamda, 200 travailleurs en grève contre les bas salaires, l'augmentation du nombre d'heures travaillées et les conditions déplorables de travail ont bloqué la route qui relie Le Caire à Alexandrie. L'armée est intervenue pour les en déloger et leur a demandé de désigner un délégué pour présenter leurs revendications auprès de la direction.
Le 21 février, 70 employés de la chaîne de grands magasins Omar Effendi ont manifesté devant le siège, dans le centre du Caire.
Dans de nombreuses administrations et universités, les personnels demandent la démission de responsables coupables de corruption.
A Mahalla al-Kubra, ville du delta du Nil, 15 000 ouvriers et ouvrières de l'usine de tissage et filature Misr, qui emploie 24 000 salariés, la plus grande d'Egypte, ont repris leur grève, le 16 février, après trois jours de congé. Ils revendiquaient une hausse des salaires et une enquête sur des faits de corruption présumés au sein de l'établissement. Ils ont mis fin à leur grève le 20 février, après avoir obtenu 25 % d'augmentation des salaires et la démission du directeur impliqué dans des actes de corruption. ■

DOCUMENT

Déclaration des travailleurs grévistes de l'usine de tissage et filature Misr à Mehalla al-Kubra

« Nous, 24 000 travailleurs grévistes de l'usine de tissage et filature Misr à Mehalla al-Kubra, déclarons ce 16 février 2011 que nous refusons l'obligation qui nous est faite d'être membres de la Fédération syndicale égyptienne gouvernementale. D'où notre demande que la direction de l'usine arrête le prélèvement sur nos salaires des cotisations qui sont versées au syndicat général des travailleurs du textile et de la filature, membre de la FSE.
Nous, travailleurs de l'usine de tissage et filature, décidons par la présente de rejoindre la nouvelle Fédération des syndicats indépendants qui s'est constituée le 30 janvier 2011. »

L'armée, colonne vertébrale du régime

En démissionnant, le 11 février dernier, Moubarak a pris soin de confier le pouvoir au Conseil suprême des forces armées. L'illusion est savamment entretenue sur « l'unité de l'armée et du peuple ». L'armée peut-elle se ranger aux côtés du peuple ?

L'armée égyptienne est la colonne vertébrale du régime. Moubarak en faisait lui-même partie et, la veille de sa démission, le 10 février, quand il refusait encore de partir, elle se rangeait à ses côtés.
Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui préside le Haut Comité militaire issu du Conseil suprême et qui gouverne, a été le ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans. Il a participé comme chef d'état-major à la première guerre du Golfe aux côtés de la coalition. En décembre 2008-janvier 2009, il a autorisé, avec Moubarak, les bombardiers israéliens à survoler l'espace aérien égyptien et fermé le passage entre Gaza et Rafah quand l'Etat d'Israël a bombardé la population vivant dans la bande de Gaza.
Dès le 12 février, répondant à l'exigence exprimée par l'administration Obama quelques heures plus tôt, le Conseil suprême des forces armées annonçait qu'il respecterait tous les traités régionaux et internationaux, c'est-à-dire, en particulier, l'accord de 1979 avec l'Etat d'Israël.
Les Etats-Unis octroient à l'armée égyptienne 1,3 milliard de dollars par an depuis la signature des accords de paix avec Israël en 1979 (70 milliards au cours des 60 dernières années), avec l'aval du Congrès américain. Cette aide militaire sert à payer les tanks Abrams conçus aux Etats-Unis et montés dans les faubourgs du Caire sous contrat avec General Dynamics. Boeing vend à l'Egypte les hélicoptères CH-17 Chinook, Lockheed Martin vend ses F-16 et Sikorsky Aircraft, des hélicoptères Black Hawk. Les dernières années ont rapporté à Lockheed Martin 3,8 milliards de dollars ; General Dynamics, 2,5 milliards ; Boeing, 1,7 milliard.
Des rapports très étroits existent entre les plus hautes autorités militaires égyptiennes et américaines. Quand le soulèvement populaire a commencé, le chef d'état-major de l'armée égyptienne, Sami Enan, était aux Etats-Unis. Il a interrompu sa visite pour rentrer précipitamment au Caire. Mohamed Hussein Tantaoui a gardé le contact régulier avec le secrétaire à la Défense américaine, Robert Gates. Ils se sont téléphonés quotidiennement.
La jeunesse et les travailleurs égyptiens savent que ces milliards d'aide américaine ont permis de maintenir la dictature du régime qui les opprime et qui sème la misère. Place Tahrir, la foule lançait : *« Hosni Moubarak, Omar Souleimane, vous êtes tous deux des agents américains ! »* Colonne vertébrale du régime, la caste militaire égyptienne jouit de privilèges exorbitants. Elle a droit à des logements, des voitures, des clubs, des formations, des vacances luxueuses… et détient une part très importante de l'économie du pays. **S. H.** ■

Au Barheïn et au Yémen, la mobilisation ne faiblit pas malgré la répression

Au Bahreïn, la mobilisation populaire déstabilise l'ensemble des pétromonarchies du Golfe. La détermination de la population, malgré la répression, la mobilisation des travailleurs (qui a contraint le syndicat officiel à déclarer son soutien aux revendications) menacent le régime. Face aux affirmations de la presse présentant ces mouvements comme une révolte des chiites (majoritaires dans le pays, avec une royauté issue de la minorité sunnite), les masses scandent : *« Chiites, sunnites, unis contre le régime. »* Les partis d'opposition, qui cherchent à encadrer le mouvement, tentent de le détourner vers l'exigence d'une « monarchie constitutionnelle ». Mais même cette revendication est impossible à satisfaire sans liquider tout le régime et constitue une menace pour les pays voisins, comme l'Arabie Saoudite, où la clique régnante prétend représenter la parole de Dieu sur terre. Ajoutons qu'au sud du Bahreïn, il y a une base militaire navale américaine.
Au Yémen, depuis plusieurs jours, les manifestations s'élargissent dans les villes du Sud. La répression a fait plusieurs morts. Les manifestants se sont installés sur la place centrale de Sanaa et l'ont rebaptisée « place Tahrir » (« Libération »), en référence à l'Egypte. L'opposition parlementaire a décidé de rejoindre le mouvement dimanche. Mais, surtout, depuis quarante-huit heures, les populations du Nord (peuplé de chiites, alors que le Sud est sunnite) se sont à leur tour engagées dans le mouvement avec celles du Sud. Il faut noter que le fils du président Saleh est le chef des milices antiterroristes qui pourchassent Al-Qaida. Les Etats-Unis considèrent le Yémen comme la base arrière de cette lutte. Précisons que des « experts » américains encadrent ces milices.

ÉDITORIAL

Alternative ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

La scène se passe le 10 février lors de la manifestation des avocats et des magistrats à Paris. Le dirigeant du Parti socialiste Arnaud Montebourg leur rend visite.
Une avocate dans la manifestation, l'interpelle : *« Vous rendez-vous compte, quand vous voyez ce mouvement, que s'il y avait en France une réelle opposition, il y a longtemps que le président de la République serait parti ? Est-ce que vous vous rendez compte de la volonté politique qui n'est absolument pas relayée par les politiques ? »*
Montebourg : *« Ecoutez, je suis bien content d'être là, mais je veux juste vous dire une chose : l'opposition, ça consiste aussi à faire de la musculation, pour savoir… »*
Avocate : *« Non, à un moment donné on a besoin d'une alternative claire. »*
Montebourg : *« Non mais je vous réponds. Je voudrais juste… »*
Avocate : *« Le président de la République doit quitter la tête de l'Etat. Il doit s'en aller. Il n'y a personne en face qui dise :* "On prend le pouvoir"*. Et nous, on est prêts. Voyez, ici. »*
Montebourg : *« D'accord, ici, je veux juste vous dire qu'il y a un certain nombre de gens qui ont travaillé, qui ont des propositions à faire, qui les défendent, et qui les feront le moment venu. »*
Avocate : *« Ce que je dis, c'est qu'il faut qu'il y ait aujourd'hui une volonté politique claire de prendre en considération le mouvement. »*
Montebourg : *« Mais on est là et on se bagarre. »*
Avocate : *« Non ça ne suffit pas. La question aujourd'hui, c'est l'alternative politique, voyez-vous. »*
Autre avocate : *« C'est ce qu'on attend. »*
Avocate : *« C'est ce qu'on attend. C'est ce qu'attendaient les gens qui manifestaient sur la question de la Sécurité sociale et des retraites. Ce sont les enseignants, monsieur, qui manifestent aujourd'hui. Et dans ce pays, il manque une seule chose : la volonté claire et nette d'une relève politique. »*
Montebourg : *« Vous pensez que la gauche ne veut pas du pouvoir ? C'est ça que vous êtes en train de dire ? »*
Avocate : *« Je me pose la question, monsieur, et je ne suis pas la seule. Nous sommes nombreux. »*

Nombreux en effet, ceux qui se posent la question.

Une alternative politique claire ? Ce serait la possibilité de mettre en œuvre une autre politique. Une politique qui ouvre les classes et les hôpitaux, au lieu de les fermer, qui rétablit les postes dans la fonction publique, qui donne les moyens à la justice de fonctionner. Bref, une politique qui rompe avec le carcan de l'Union européenne, de Maastricht et de la « réduction des déficits publics ». Une politique qui rompe avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne. Ce à quoi Montebourg et les autres dirigeants de la « gauche » se refusent…

Et pourtant, il faudra bien que cette voie s'ouvre pour répondre à l'aspiration du peuple.

Comment ? Dans un sondage publié la semaine dernière (1), à la question posée : *« Souhaitez-vous que les Français aujourd'hui se révoltent ? »*, **58 % ont répondu oui.**

Oui : il y a comme un vent de révolte qui grandit dans le pays.

La chape de plomb des institutions de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Ve République, toutes au service des plans capitalistes de pillage et de destruction, ne pourra pas éternellement contenir la colère du peuple. Un vent de révolte grandit, encouragé par ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée. Un vent de révolte qui finira par balayer ces institutions de la Ve République et de l'Union européenne qui étouffent la démocratie et prétendent condamner le peuple à la misère et la précarité.

(1) Sondage Harris interactive.